

Antonio Negri est connu pour sa participation aux luttes et à la vie politique italienne depuis le début des années 60.

Emprisonné pendant plusieurs années comme prétendu "chef clandestin des Brigades rouges", et finalement reconnu non coupable, il a néanmoins été condamné par contumace en 1984 à une peine de prison de 30 ans — pour "subversion" et

"constitution de bande armée", sans que la moindre preuve de ces crimes soit apportée. Libéré de prison à la suite de son élection comme député, il s'est réfugié en France où le statut de réfugié politique lui a été refusé.

Exilé et poursuivi comme symbole du "Mai rampant italien", il continue de publier de nombreux ouvrages sur l'Etat, le mouvement ouvrier et aussi la philosophie et la poésie. L'interview qu'il a donné à Terminal, soulève malgré un langage théorique parfois difficile des questions de grand intérêt au sujet de l'économie et de la sociologie de l'informatisation.

M.B.



## VERS DE NOUVELLES VALEURS ?

**Terminal : Quel rapport établis-tu entre informatisation, économie et mouvements sociaux ?**

Toni Negri : Dans des travaux, menés il y a un certain nombre d'années, je parlai de l'hypothèse d'une recomposition ouvrière. Mais devant l'automatisation la possibilité de l'« ouvrier masse » disparaît totalement. En effet, on se trouve devant une forme de production nouvelle, pas seulement parce que les mécanismes de détermination des hiérarchies ont été changés par la logique de l'automatisation elle-même, mais parce que le procès de production prend des formes totalement différentes. Il est presque impossible de définir dans les termes du marxisme classique, la nouveauté de l'ensemble des rapports de production. On ne peut plus analyser l'automatisation comme un perfectionnement de l'exploitation du travail productif, mais on doit la considérer comme une modification de l'ensemble des rapports sociaux. La question est de savoir dans quelle mesure l'informatique est le passage par lequel le capital par-

vient à l'absorption réelle de toutes les forces sociales de la production et de la reproduction ? Avec l'automatisation, le rapport entre production et circulation des marchandises (y compris la force de travail considérée comme marchandise) se retrouve totalement intégrée au capital. La socialisation de la production signifie que la société est du capital exploité en tant que tel.

Partant de ces hypothèses, dans notre expérience en Italie, nous avons cherché à organiser une certaine capacité d'antagonisme. C'est-à-dire en acceptant la nouvelle situation, créée par l'automatisation, à développer une politique dirigée vers la conquête du salaire social (un salaire lié au besoin des gens, à tendance égalitaire et permettant surtout de casser la division entre salariés et chômeurs ou tout autre division sociale). Nous avons même considéré toutes les formes de l'Etat-Providence comme des formes de salaire généralisé à la société. C'est ce qui s'est produit en Italie, avec des luttes multiformes et autonomes, y compris dans

des formes absurdes comme le vol de marchandises présenté comme lutte salariale. Les sujets de ces mouvements étaient des gens circulants entre l'école, l'usine, l'informatique et le travail au noir, lui-même très moderne car relié par l'informatique aux niveaux les plus hauts de la productivité et de la production de la valeur ; je veux parler des grandes usines automatisées. Ainsi par exemple, entre Varèse et Milan, Bassani-Ticinio, usine de petite mécanique, emploie 3 000 ouvriers dans l'entreprise et 15 000 dehors, à l'extérieur, avec des ordinateurs et des camions. Chaque semaine, on distribue les fiches de travail, et on ramasse les matériaux produits sur des machines à commande numérique. C'est du capitalisme ancien, mais à son niveau supérieur. Dans des conditions structurelles spécifiques (paysans-ouvriers, absence d'immigration), la lutte ouvrière y est à la fois traditionnelle et avancée pour demander au niveau social des salaires et des écoles pour tous les concitoyens.

On trouve les mêmes phénomènes un peu partout dans le Nord de l'Italie. Et si on regarde les choses de près, on s'aperçoit par exemple que le travail des enfants sur de vieilles machines à coudre est en fait régulé par un processus industriel très organisé selon les normes des caisses d'épargne et de la loi Visentini, qui favorise fiscalement la grande industrie. Entre Venise et Padoue, dans les Marches, dans le nord de Milan, etc. des milliers d'ouvriers travaillent pour « l'usine diffuse » liée par ailleurs aux besoins de l'économie internationale. Par exemple dans le secteur de la chaussure, des industriels allemands fournissent les modèles de chaussures, les machines et le nécessaire pour la « grande usine territoriale » italienne, qui planifie une énorme flexibilité, sur la base d'une gestion informatique centralisée.

Tout ceci pose plusieurs problèmes théoriques : la subjectivité ouvrière prend une nouvelle forme parce que la valeur économique de production n'est plus liée à certaines capacités techniques et au savoir-faire ouvrier. La subjectivité ouvrière s'efface. Le vrai problème est de savoir s'il existera encore une subjectivité ouvrière et je suis convaincu qu'il faut rechercher dans des phénomènes souterrains par exemple, comme des durées de grève supérieures à plus de 200 heures, qui sont l'illustration de solidarités nouvelles et de nouveaux réseaux sociaux. Je crois qu'existe aujourd'hui une clandestinité ouvrière, un mouvement souterrain par lequel cette subjectivité est en train de se reconstruire.

**Terminal : Avec l'automatisation qui est l'adversaire ?**

T.N. : C'est l'organisation de la société qui est l'adversaire. En Allemagne, les gens disent « on n'est ni à gauche ni à droite ». Ce n'est pas seulement l'Etat ou

le patron qui sont en question, mais la structure sociale qui nous dépossède de la culture, du travail... On est de plus en plus exploités dans une situation où l'on pourrait être plus riches d'initiatives, de libertés, de potentialités. Au contraire le capital nous impose un mécanisme de déplacement, de mouvement continu dépourvu de signification. Le problème consiste donc à définir à quel niveau se situe l'antagonisme, le conflit social.

Il n'y a pas seulement le fait de la domination du procès de travail et de la hiérarchie ; il existe maintenant des processus de production de la subjectivité humaine. D'où une confusion totale. La détermination de l'antagonisme et des directions à prendre devient impossible. Je ne sais pas comment on va pouvoir redéfinir les valeurs sociales. Le paradoxe est que même le choix des valeurs qui permettent le commandement social nécessite un antagonisme.

Ainsi les patrons sont plus marxistes que nous et n'ont jamais cessé de l'être. La chute de la politique, des critères d'orientation du social, l'absorption même de la société dans le capital ont entraîné la crise du marxisme. Marx croyait que le triomphe de l'industrialisme signifiait (dans une forme dialectique) la libération de l'homme. Au contraire l'orientation générale des valeurs s'est totalement écroulée. On peut juste dire : le pouvoir est valeur ; (« j'ai la possibilité d'être plus riche que toi »). Mais dire cela c'est proclamer la loi de la jungle. Tous les critères de valeur se sont bloqués, et rien d'autre ne s'est dégagé.

**Terminal : L'informatisation transforme les processus de travail, dans la mesure où elle intervient dans la nouvelle configuration de l'horizon productif général, à travers l'élimination d'un certain type de circulation de la valeur. Dans ces conditions, quelle est la valeur du flux productif ? Qu'est-ce que la productivité ?**

T.N. : Classiquement, c'est « la force de travail génériquement humaine, à un certain niveau de savoir-faire organisé, soumis à un mécanisme d'utilisation du travail », mais là, on ne voit plus le calcul de la valeur. Il y a contradiction ; d'un côté, l'automatisation c'est la construction de deux sociétés, l'une productive, l'autre de chômage. D'autre part, c'est aussi la construction d'une société plus élevée où le temps pendant lequel on ne travaille pas est socialement et productivement utile.

Le problème n'est plus alors de dire non au chômage, mais qu'est-ce que le temps social ? Si le temps social est utile dans le transfert et la production du savoir qui conditionnent aujourd'hui la production, il faut payer tout le temps social, même du chômage comme du temps de travail. Mais sur ce point il y a débat et aussi une grande confusion !

En Allemagne, par exemple, les syndicats ont essayé, devant la montée des Verts et la crise, de proposer les 35 heures. Le patronat a accepté de traiter sur les 35 heures, pour contrôler les flux productifs. Mais la masse des gens situés en marge de la production (les apprentis, les femmes...) ont refusé de lutter sur les 35 heures car ils se sentent autonomes et préfèrent la flexibilité, qui pour eux signifie une perte de contrôle. Ainsi savoir qui est à gauche et qui est à droite est devenu secondaire, car la situation est d'une complexité presque inextricable. Les Verts eux-mêmes se sont divisés sur cette question.

**Terminal : On a présenté l'informatique avec un cortège de nouvelles valeurs, comme l'autonomie, l'augmentation de la liberté, la diminution de la fatigue. Le moi devient une valeur sociale, alors qu'avant c'était le groupe, les gens. Maintenant c'est l'individu qui dit : moi je me débrouille avec mon travail. C'est en fait une valeur assez ancienne : on demandait aux ouvriers des usines traditionnelles d'être dans une certaine mesure autonomes opérationnels. On dirait en fait qu'avec le développement de l'informatique, les gens sont invités à avoir une espèce d'assentiment idéologique aux nouvelles technologies. On les fait aimer comme un horizon positif une vie sociale où l'on peut changer, télécommuniquer, etc.**

T.N. : Je crois que cela est tout à fait positif. Selon moi, la contradiction ne réside pas là, mais dans le fait que le capital, à ce niveau de développement, crée de nouveaux besoins et les comprime en même temps. Et cette compression est de plus en plus forte. Je suis convaincu qu'un processus de reconstruction politique passe à travers la contestation de l'automatisation en tant que fait social général, peut-être étatique. L'autonomie que l'on réclame passe à travers l'interrogation de la fonction de l'Etat. Mais surtout l'autonomie que l'on réclame signifie plus de communauté ; c'est-à-dire la construction de « l'individu social », l'intégration des fonctions productives au niveau social ». Par exemple, je crois que les gens au lieu de payer des impôts pour les services, pourraient essayer progressivement d'organiser des formes alternatives de solidarité, des coopératives, etc. et tout cela sera possible d'autant plus qu'ils parviendront à s'approprier certains moyens financiers, techniques, productifs, etc.

**Terminal : Ne suscite-t-on pas une certaine illusion de l'appropriation ? On dit par exemple aux citoyens de certaines communes françaises de gérer le budget municipal, en créant ainsi un nouveau consensus ?**

T.N. : La mystification capitaliste c'était « enrichissez-vous ». Maintenant c'est : « Informatisez-vous ! » Mais s'informatiser pourquoi ? Ce ne peut-être que pour

conquérir plus de liberté. Mais casser la structuration capitaliste de ces moyens techniques, est un objectif difficile, auquel il faudra néanmoins parvenir.

C'est sur cette nouvelle force productive, elle-même autonome, que va se déterminer la contradiction la plus haute, c'est-à-dire anti-étatique. Pas au sens d'anti-Mitterrand ou d'anti-institutionnelle, mais contre la forme même de l'exploitation sociale. Je vois de moins en moins de différence entre capital social, Etats et formes institutionnelles du pouvoir.

**Terminal : Penses-tu que l'on soit entré dans un capitalisme d'Etat ?**

T.N. : Je ne dirai pas cela. La proportion du capital d'Etat est certes énorme. En Italie plus de la moitié de la production brute provient des usines et propriétés de l'Etat. S'il est vrai qu'aujourd'hui la forme de la production arrive à coïncider avec la forme de la circulation, cela veut dire que les formes de la production et de la reproduction tendent à être assimilées. La situation réelle est plus compliquée. Par exemple : en France l'assistance sociale est-elle un élément productif ? Je ne sais pas ; mais il est certain que l'Etat tend à la rendre productive, mieux, il tend même à travers les formes de l'assistance à un contrôle général du social. Il n'y a pas de capitalisme monopoliste d'Etat, mais tout à fait autre chose : les formes ont complètement changé.

**Terminal : On a décrit les dispositifs alternatifs comme étant des valeurs possibles autour desquelles pourraient s'organiser une réappropriation du travail et des formes d'existence par les gens qui sont aujourd'hui dominés. C'est une idée peu répandue en France où beaucoup passe par la lutte pour le salaire relatif. Comment ces aspects de production, de vie alternative peuvent-ils constituer une forme de résistance ou d'appropriation par rapport à la montée du capitalisme informatique ?**

C'est le grand problème auquel il faut réfléchir. On peut y donner la réponse léniniste : prendre le pouvoir et détruire l'Etat existant. La seule autre réponse serait : on ne peut rien faire. Personnellement, je ne crois pas à la réponse léniniste : il n'y a pas de processus d'intégration sociale linéaire, ni contradiction simultanée entre montée de la subjectivité ouvrière et crise du capitalisme. Les systèmes tendent plutôt à la désintégration. L'intégration sociale est donnée par la guerre, mieux par la peur de la guerre. De plus les systèmes de domination sont surdéterminés par la violence étatique.

Et alors, pour reconstruire une perspective, il faut peut-être étudier la généalogie de ces systèmes de domination. C'est-à-dire considérer les éléments de



*L'autonomie que l'on réclame signifie plus de communauté.*

crise antérieure aux processus actuels et en particulier la contradiction entre les besoins subjectifs et les nouvelles potentialités.

**Terminal : Tu parles d'un sujet complexe et pluriel s'appropriant les nouvelles possibilités technologiques. Peux-tu expliciter cette formule ?**

T.N. : Les conditions sont données par le développement capitaliste. Même l'ouvrier placé dans la plus basse condition hiérarchique, ayant perdu la connaissance du processus de production précédent et n'ayant pas encore la connaissance du nouveau a la possibilité de se confronter au niveau le plus riche en valeurs, ou sa position est encore plus importante. En d'autres termes, dans la composition organique du capital, la part du capital constant est devenue énorme et celle du capital variable très faible. Cette partie variable est donc plus nécessaire que jamais. De plus toute innovation dérive de la partie variable.

Le rapport quantitatif est donc tout à fait négatif, mais qualitativement, le rapport de productivité est immense : la précarité du capital variable augmente la productivité de manière énorme.

Cette productivité là, n'est pas uniquement déterminée par cette position là, mais par l'ensemble des valeurs et des mécanismes culturels : la force de l'individu qui se trouve dans cette position (il est là et il pourrait ne pas y être) est totalement liée à ce rapport social. Cela signifie la liberté de ce sujet, qui n'est plus l'esclave de la machine.

Ce paradoxe est peut-être productif ? Pour le vérifier il faut agir politiquement sur ces rapports, passer par la dimension de la militance et de l'action. C'est la seule manière. On ne résoudra pas ces questions à l'aide du seul point de vue théorique. Dans cette nouvelle réalité, il faut reprendre la méthode de l'enquête ouvrière.

**Terminal : Cette identité de l'homme ou de la femme du tertiaire traditionnellement considérés comme appartenant à la petite bourgeoisie, comment joue-t-elle et que modifie-t-elle dans la vision classique de la résistance ouvrière ?**

T.N. : Nous sommes devant la nécessité de tout détruire et de tout recommencer au niveau des concepts ; celui de la bourgeoisie, de petite bourgeoisie, etc. Est-elle vraiment petit bourgeois, la fille qui vient travailler dans le centre de Paris, y reste 15 heures par jour, a fait des études et est obligée de travailler ?

Dans ma région travailler à la banque conférait autrefois une position sociale. Mais en réalité la fille qui tapait sur son terminal à la banque faisait exactement le même travail que celui que l'on pouvait effectuer dans l'usine chimique voisine.



*Toute innovation dérive de la partie variable du capital : d'un sujet riche et pluriel.*

La seule différence est qu'elle touchait 15 mensualités au lieu de 13 à l'usine. Mais la fille de la banque estimait avoir une certaine position sociale, n'étant pas « ouvrière ». Il s'agit là de subjectivités psychologiques extrinsèques, coupées de la situation réelle. La question est alors d'analyser la forme du travail, la forme de la journée de travail (le temps) et troisièmement la forme spécifique de la valorisation mise en œuvre.

L'usine c'est quoi ? Cela fait 15 ans que je ne comprends plus ce qu'est l'usine, car les murs de l'usine sont tombés depuis longtemps, à cause de l'évolution du capital et de la classe ouvrière. L'immense usine du tertiaire demande à être analysée comme société usine. Cependant il faudrait abandonner le terme d'usine qui fait penser aux produits matériels ; ce n'est plus seulement cela qui est produit aujourd'hui, mais c'est surtout de l'information et des éléments de contrôle auxquels il faut ajouter de la subjectivité.

**Terminal : Qu'est-ce que cette société où le travail continue et où il n'a plus de valeur ?**

T.N. : Il reste seulement le commandement, l'organisation coercitive de la société et la bombe atomique pour la maîtriser : « si vous ne travaillez pas on vous tue tous ». Il y a surdétermination complète. Il n'y a plus de valeur, de rapport de travail, il y a seulement rapport au commandement. Telle est la postmodernité comme stéréotype culturel.

**Terminal : La politique est-elle comme dit Lénine, une forme concentrée de l'économie et le pouvoir une forme concentrée de la valeur ?**

T.N. : C'est le contraire qui est vrai !

**Terminal : Puisqu'il faut dévaloriser le capital pour le valoriser, ne faut-il pas de même dévaloriser la société pour valoriser le capital ?**

T.N. : Schumpeter a décrit ce phénomène (la destruction créatrice). La crise actuelle c'est cela une crise de dévalorisation du social pour revaloriser le capital. On dit « restructuration ». Aujourd'hui pour le capital, ce sont les innovations télématiques et informatiques qui vont déterminer la valeur. C'est-à-dire la substance de l'argent. La monnaie n'a jamais été l'équivalent général, mais le porteur du pouvoir, non seulement du pouvoir politique, mais aussi du pouvoir économique « révolutionnaire » porteur des innovations « d'avant garde ». Ainsi on a pu dire que la monnaie a été la machine à vapeur, puis le pétrole, etc. Elle est maintenant l'informatique, l'information en tant que telle. Le problème n'est pas de dire que le processus d'informatisation

détermine une dévalorisation générale des autres valeurs productives. Mais de noter qu'en dépassant un certain seuil, l'informatique change la qualité de la valeur : avec elle on ne peut plus considérer le processus de production à l'aune de la valeur considérée antérieurement. On n'est plus en présence d'une force de travail en tant que telle d'un temps de travail en tant que tel, mais on est inséré dans un univers de circulation de l'information, de quantité d'informations. D'autres unités de mesure doivent être adoptées. Au-delà de ce seuil où elle n'est plus seulement un moyen de transport mais devient l'essence propre de la production, l'informatique n'est plus simplement la forme par laquelle des quantités de marchandises sont transformées. Elle devient la marchandise elle-même.

**Terminal : le travail va-t-il rester le "tripalium" ?**

T.N. : Aujourd'hui chez Fiat on travaille beaucoup moins. On dit que c'est l'usine automobile la plus automatisée d'Europe. Les voitures sont montées toutes seules là où précédemment 30 ou 40 ouvriers s'affairaient. La tendance à la diminution considérable de la part variable du capital rend celle-ci socialement décisive.

Certains diront que le travail se déplace vers les pays non industrialisés. Ce n'est pas une objection. Il est vrai que les industries ne paient pas ou paient beaucoup moins les ouvriers de Taïwan ou de Corée du Sud ; mais dans quelque temps ces pays seront aussi automatisés, et quelquefois ils le sont déjà plus. D'autres argueront du développement de la sous-traitance en marge de l'automation. Mais cette situation existe dans toute transformation du mode de production. La théorie de la société duale est une mystification, mieux c'est seulement une idéologie classificatoire figée. Regardons comment s'est passé le développement capitaliste. Une structure industrielle capitaliste, même limitée, a la possibilité de diriger l'évolution sociale tout entière. C'est ce que démontre Lénine dans son étude du capitalisme en Russie vers 1898-1899. L'innovation technologique dans l'agriculture a dégagé de la main-d'œuvre qui s'est reconvertie dans l'industrie. L'automation étant entrée à l'usine après cela les ouvriers déclassés sont allés dans le tertiaire. C'est là que l'informatique intervient en tant que nouvelle technologie, en remettant en cause l'unité et les répartitions du tertiaire. Alors, où vont les gens du tertiaire lorsqu'ils sont chassés par l'informatique ?

**Terminal : Des spécialistes du tertiaire disent que dans dix ans plus de la moitié des gens n'y auront plus de travail. Or, le système n'a pas l'air tout à fait assez solide pour supporter cela. Il va donc falloir valoriser réellement le hors travail, ce que la société n'est pas**

**encore capable de faire. Sans doute parce que les patrons raisonnent encore en termes de valeurs directement productives, considérant les autres activités sociales comme inutiles et servant uniquement à reproduire la force de travail pour le lendemain matin. Et là, il risque de se produire un saut de société : ou bien l'on comprend que les activités "non productives" sont-elles aussi valorisatrices ou bien c'est la guerre.**

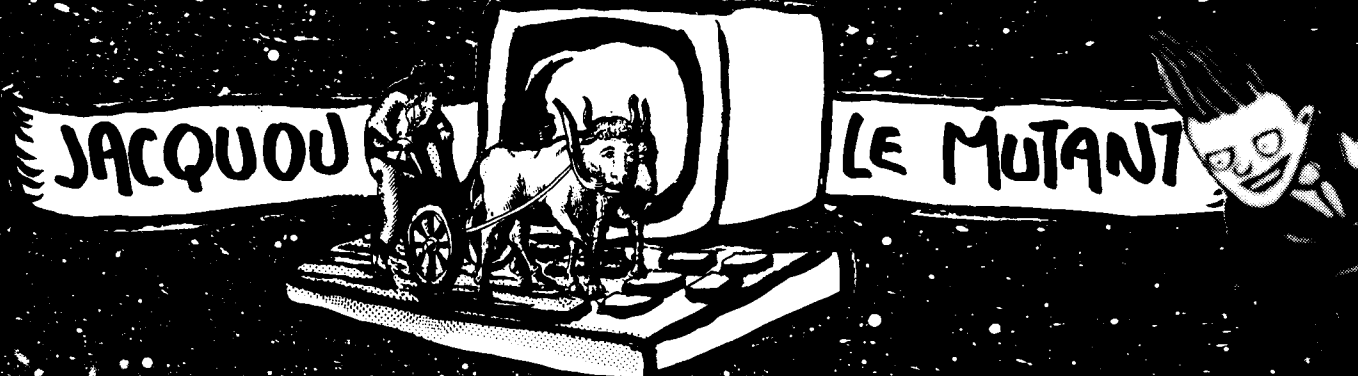
T.N. : On va tenter de faire gérer la crise par les gens. On va applaudir des deux mains le cadre disant : je gagne actuellement deux millions et demain je n'en gagnerai plus qu'un, mais à côté, je ferai des maquettes de bateaux.

Ceci accompagne une transformation qui n'est pas la guerre. Justement, les nouvelles technologies forcent le consensus. Cependant, j'ai l'impression que le passage d'une obligation de travail à un droit au non travail sera très violent. En effet, dans la transition actuelle, le rapport de valorisation est vidé de sa signification humaine. On en arrive à une production pour la production et cela veut dire que certaines couches du commandement politique, industriel se retrouvent dans la crise à exercer une politique raciste et fanatique. On entre donc dans une série de cercles vicieux : sans la couche d'immigrés en France, il serait impossible de vivre, le racisme est donc un élément de cette crise du commandement lié à une politique périmée.

Par contre, en Allemagne, aux Etats-Unis, pour la première fois une crise des valeurs va être liée à la détermination d'alternatives profondes. D'où la réaction et la répression aux USA : campagne contre l'avortement, reaganisme, etc. En Allemagne, l'évolution est plutôt positive, bien qu'encore fragile ; il n'y a qu'à voir la composition sociale du mouvement des Verts, avec des vieux et des valeurs traditionnelles comme la forêt d'un côté, et de l'autre les valeurs plus modernes comme l'informatique. Dans le Bade-Wurtemberg, il y a eu une convergence générale des agriculteurs déjà influencés par la démocratie chrétienne et des techniciens et ingénieurs vers les Verts. On assiste à l'apparition (paradoxale) d'une innovation conservatrice (la revendication de la vie à la campagne et le refus d'un certain industrialisme) ou de ce que l'on pourrait appeler le néolibéralisme anticapitaliste.

Il est évident que si on n'assiste pas à une montée des luttes et d'alternatives, s'il n'y a pas exercice de contre-pouvoirs sociaux, on va vers une situation de plus en plus réactionnaire, vers une véritable paranoïa de pouvoir, liée à la production pour la production. Dans ce cas la guerre est vraiment possible.

Interview recueilli par M. Burnier, G. Lacroix, E. Braine et B. Pianta



## Jacquou taste- ordinateur ?

On nous l'avait assez seriné que l'informatique était à terme, génératrice d'emplois. Ça m'avait toujours laissé sceptique. J'avoue. J'avais tort.

Eric Braine m'a ainsi fait passer un article, paru dans "Libé" du 19/9/85 qui, nous présente Erik Sandberg-Diment, "Taste ordinateur" au "New York Times" et dans 210 journaux du monde entier.

Pour cet ancien journaliste de "ma maison et mon jardin", neuropsychologue de formation, le plus difficile serait d'éviter les cadeaux d'entreprises.

Refuser un cadeau est certes éprouvant pour les nerfs, comme pour le mental. Il y fallait assurément un homme solidement averti de ce double point de vue.

Je suppose qu'Eric Braine voulait ainsi connaître mes réactions avant de m'offrir le poste de tasteur en chef dans notre revue préférée.

Côté ruralité, c'est bon.

Côté neuropsychologie : un mutant, ça devrait être solide a-t-il dû se dire.

Si on me paie, robe, chaîne et mortier, je veux bien étudier la question, mais non sans faire préalablement remarquer que la tâche à "Terminal" est loin d'être aussi aisée que dans une revue ordinaire où la liste des annonceurs facilite grandement les choix et donne de précieuses indications quant à la ligne critique à adopter lors des essais.

Jacquou, "computer columnist" ; avouez que ça vous "looke" un homme !

D'autant plus qu'à ce poste putatif de computologue affère un jargon tout à inventer. Ou bien à transposer :

— "Ce Smallbrother XYZ" turbocompacté à fouinozof de véracité, a un de ces bouquets ! Pas très gouleyant c'est vrai, mais quelle jambe, quelle cuisse !

Pas de robe, bien sûr mais...

Attention, là, terrain glissant.

Guy Lacroix me rapportait que mon dernier billet (celui où je comparais le malaise de qui avoue ne pas avoir le téléphone à celui d'une jeune femme amenée à reconnaître ne pas porter de culotte) avait essuyé de sévères critiques de la part des éléments féminins du comité de rédaction.

Sexiste, moi Jacquou ?

Nous avons, avec Guy, essayé d'imaginer la même situation au masculin. Personnellement je n'y arrivais guère.

Ça dépend du point de vue d'où on se place, soutenait-il.

J'aurais évidemment pu éviter le reproche en usant de la même comparaison mais avec un Ecosais.

En fait, cela ne revenait qu'à déplacer le problème ; à se faire taxer de xénophobie.

D'ailleurs, transposé aux ordinateurs, ça ne veut plus rien dire.

A une exception près peut-être, toutefois : — "Ce Macintosh, quel kilt !"

A noter qu'un taste-ordinateur est forcément amené à taper aussi les souris (\*).

Simple transition pour nous conduire à une autre de ces prestigieuses carrières offertes par l'informatique moderne à des jeunes dotés d'un minimum d'esprit d'entreprise et de capital risque.

Pourquoi ne ouvrir en effet un salon de beauté pour elles ?

Quoi de plus cher en effet au cœur des mordus d'informatique que cette innocente bestiole : la plupart sont prêts à se ruiner pour leur souris.

La maison "Moussories" l'a d'ailleurs fort bien senti si nous en jugeons par son catalogue :

— "Mouse House" est un étui de protection et de rangement de la souris : 100 F hors taxes.

— "Mouse Around" est un guide à utiliser avec la souris : 540 F hors taxes.

— "Mouse Mat" est un petit tapis antistatique à placer sous la souris : 350 F hors taxes.

— "Mouse Medic" est un kit de nettoyage : 250 F hors taxes.

Pourquoi ne pas imaginer, dans la foulée :

— "Mouse Cat" : petit chat en caoutchouc mou pour la décomplexion et l'amusement de votre souris.

— "Mouse Cheese" : petit fromage pour gros malin.

— "Mouse Trap" : piège à ...

**Jacquou le Mutant**

\* Note à l'intention du comité de rédaction ; souris : périphérique de commande, complémentaire du clavier, que l'on rencontre sur certains micro-ordinateurs : Macintosh ou T09 par exemple.

